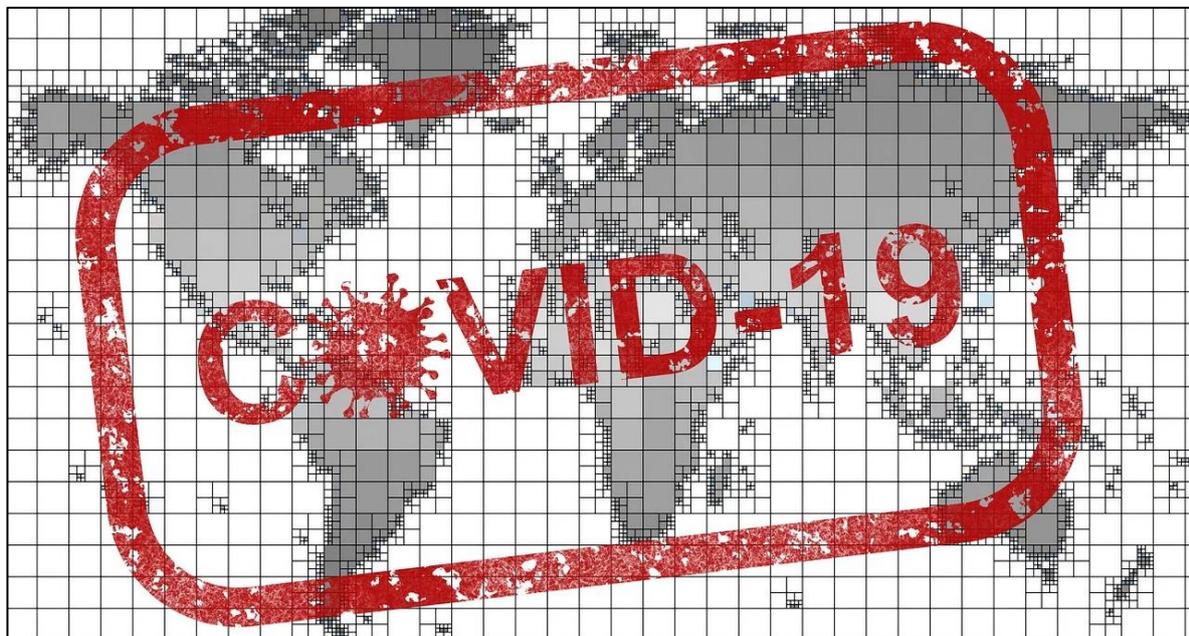


## LA GESTION CALAMITEUSE DU CORONAVIRUS PAR LA BANQUE MONDIALE ET LE FMI



Renaud VIVIEN

Avril 2020

« Le meilleur conseil à donner à l'Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd'hui<sup>1</sup> ». Cette déclaration du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) du 18 mars nous rappelle que le Coronavirus n'épargne pas le Sud, dont le continent africain, particulièrement vulnérable face à la pandémie.

Déjà présent dans une quarantaine de pays africains ce 24 mars, le virus se propage tellement vite que l'OMS s'inquiète déjà du risque élevé de saturation des centres de santé, avec comme premières victimes les femmes. **Les femmes sont, en effet, particulièrement exposées aux épidémies** car ce sont elles qui prennent soin des malades, tentant ainsi de pallier les services publics déficients voire inexistantes dans leurs pays.

## L'effet délétère des plans d'ajustement structurel

Loin de se limiter à une mauvaise gestion de l'argent public par les élites locales, **la crise permanente des services de santé est le résultat de près de quarante ans de politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et leurs relais régionaux comme la Banque africaine de développement.** Ces grands bailleurs de fonds ont conditionné leurs prêts à des politiques qui ont détérioré les systèmes de santé publique, en imposant des coupes budgétaires brutales. Suppression des postes de travail, des lits d'hôpitaux, augmentation du prix des médicaments, sous-investissements dans les infrastructures et les équipements, privatisations sont autant de mesures qui ont été appliquées par les gouvernements des pays débiteurs afin de rembourser la dette publique.

**Cette dette, dont la légitimité voire la légalité doivent être sérieusement questionnées, n'a pas pourtant pas diminué, en Afrique comme dans la plupart des autres pays du Sud.** Entre 2000 et 2017, leurs dettes envers les créanciers étrangers a même doublé<sup>2</sup> avec comme conséquence une augmentation de la part des recettes publiques dédiée à son paiement avec comme conséquence une augmentation de la part des recettes publiques dédiée à son paiement (+85% depuis 2010<sup>3</sup>).

## La dette tue

Bien plus qu'une affaire de chiffres, la dette tue. **Dans 46 pays classés « à faible revenu », le budget annuel affecté au paiement de la dette est supérieur aux dépenses publiques dans le secteur de la santé.** En 2018, ces pays consacraient, en moyenne, 7,8% de leur produit intérieur brut (PIB) au remboursement de la dette contre 1,8% pour la santé, soit près

---

<sup>1</sup> <https://news.un.org/fr/story/2020/03/1064432>

<sup>2</sup> D'après les données de la Banque mondiale disponibles dans les rapports Global development finance et l'International debt statistics en ligne de la Banque mondiale. Lire Milan Rivié, *Nouvelle crise de la dette au Sud, 2019*. Disponible à <https://www.cadm.org/Nouvelle-crise-de-la-dette-au-Sud#nh2-7>

<sup>3</sup> Jubilee Debt Campaign, "Crisis deepens as global South debt payments increase by 85%", 3 avril 2019. Disponible à : <https://jubileedebt.org.uk/press-release/crisis-deepens-as-global-south-debt-payments-increase-by-85>

de quatre fois plus<sup>4</sup> ! Peu importe donc l'état de délabrement des systèmes de santé, les remboursements doivent se poursuivre coûte que coûte comme en Haïti, qui vient d'être impacté par le coronavirus et qui ne disposerait que d'une centaine de lits de soins intensifs pour une population de 12 millions d'habitants !

Dix ans après le séisme ayant causé plus de 230 000 décès et l'arrivée du choléra qui a tué plus de 9000 Haïtiens, ne serait-il pas criminel de la part des créanciers de continuer à exiger le paiement de la dette haïtienne et le respect de l'accord conclu avec le FMI qui impose au pays de réduire son déficit budgétaire<sup>5</sup>? Plus largement, **face à cette crise du Coronavirus, est-il normal que tous les pays continuent à payer la dette alors que l'urgence est de débloquer des moyens humains et financiers pour sauver des vies ?** Poser la question c'est déjà y répondre.

**La suspension du paiement de la dette avec gel des intérêts suivie de l'annulation inconditionnelle de certaines dettes<sup>6</sup> devraient compter parmi les mesures immédiates à prendre face à la pandémie.**

Cette prise de position d'Entraide et Fraternité est partagée par de nombreuses ONG et mouvements sociaux mais aussi par certains ministres et organisations internationales telles que la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement)<sup>7</sup>. **La CNUCED recommande dans son étude publiée le 30 mars 2020 un « jubilé » sur la dette signifiant la suspension immédiate des remboursements suivie d'une annulation massive de dettes<sup>8</sup>.**

Ce n'est pas ce que proposent la Banque mondiale et le FMI. Le 25 mars, ces deux institutions ont seulement appelé les Etats créanciers à suspendre le paiement de la dette des 75 pays les plus pauvres qui « en demandent une dispense » sans préciser si les intérêts continuent ou non à courir<sup>9</sup>. Ce faisant, la Banque mondiale et le FMI excluent à la fois un grand nombre

---

<sup>4</sup> Daniel Munevar (EURODAD), *COVID-19 and debt in the global south: Protecting the most vulnerable in times of crisis I*, mars 2020. [https://eurodad.org/covid19\\_debt1](https://eurodad.org/covid19_debt1)

<sup>5</sup> <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/03/08/pr1970-haiti-imf-staff-completes-2019-article-iv-mission-and-reaches-staff-level-agreement>

<sup>6</sup> dont celles qui sont insoutenables, illégales, illégitimes et odieuses. Voir la définition de ces différentes notions sur <http://cadtm.org/Definition-des-dettes-illegitimes>

<sup>7</sup> Les Ministres des finances du continent africain ont appelé le 19 mars 2020 à l'exonération « *de tous les paiements d'intérêts, estimés à 44 milliards de dollars pour 2020, et l'extension possible de la dérogation à moyen terme* ». <http://www.ecodafrik.com/les-ministres-africains-des-finances-appellent-a-exonerer-lafrrique-des-paiements-dinterets-sur-sa-dette-en-2020/>

<sup>8</sup>La CNUCED propose comme mesure immédiate : « *a debt jubilee for distressed economies. An immediate debt standstill on sovereign debt payments should be followed by significant debt relief. A benchmark could be the German debt relief administered after World War II, which cancelled half of its outstanding debt. On that measure, around \$1 trillion should be cancelled this year overseen by an independently created body (...) around \$1 trillion should be cancelled this year overseen by an independently created body* ». *UN calls for \$2.5 trillion coronavirus crisis package for developing countries*, 30 mars 2020. <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2315>

<sup>9</sup> Déclaration commune du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international appelant à agir pour alléger le poids de la dette des pays IDA, 25 mars 2020. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/statement/2020/03/25/joint-statement-from-the-world-bank-group-and-the-international-monetary-fund-regarding-a-call-to-action-on-the-debt-of-ida-countries>

de pays frappés par le Coronavirus mais aussi leurs propres créances et celles détenues par les banques privées.

## De nouvelles dettes pour endiguer la pandémie

Ce n'est pas tout. **La Banque mondiale et le FMI alourdissent encore la dette des pays qu'ils prétendent aider.** Sur les 64 milliards de dollars d'« aide » promise, la quasi-totalité correspond à des prêts qui pourraient être conditionnées à la mise en place de réformes économiques reposant sur toujours plus de libéralisation des échanges commerciaux et de dérégulation, comme l'a déclaré le président de la Banque mondiale<sup>10</sup>.

Sur les 64 milliards promis, seulement 400 millions de dollars<sup>11</sup> (soit 0,6% du total) pourraient être donnés à certains pays répondant à des critères stricts, à la double condition que les fonds servent à rembourser les dettes du FMI arrivant à échéance et que ces pays « *engagent des mesures macroéconomiques appropriées* »<sup>12</sup> !

**C'est la même formule qui a été utilisée par ces institutions internationales pour « aider » Haïti après le séisme meurtrier de 2010 ainsi que trois pays africains (la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone) frappés par l'épidémie d'Ebola en 2014.**

Aujourd'hui, ces quatre pays sont confrontés au Coronavirus. Il leur manque toujours des budgets vitaux pour affronter les épidémies car ils sont sommés par leurs créancier de réduire leur déficit budgétaire pour payer une dette insoutenable qui résulte en partie de l'intervention du FMI et de la Banque mondiale.

---

<sup>10</sup> *Remarks by World Bank Group President David Malpass on G20 Finance Ministers Conference Call on COVID-19, 23 mars 2020.* Ici un extrait : « *Countries will need to implement structural reforms to help shorten the time to recovery and create confidence that the recovery can be strong. For those countries that have excessive regulations, subsidies, licensing regimes, trade protection or litigiousness as obstacles, we will work with them to foster markets, choice and faster growth prospects during the recovery* ». <https://www.worldbank.org/en/news/speech/2020/03/23/remarks-by-world-bank-group-president-david-malpass-on-g20-finance-ministers-conference-call-on-covid-19>

<sup>11</sup> <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/03/11/pr2084-united-kingdom-boosts-imfs-catastrophe-relief-fund-with-gbp150-million>

<sup>12</sup> Cette « aide » est fournie par le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes mis en place par le FMI. Cette « aide » n'est débloquée qu'à des conditions très strictes puisqu'elle « *limitée aux catastrophes de santé publique potentiellement mortelles qui se propagent sur plusieurs régions du pays touché, causant de graves perturbations économiques, et risquant de se propager ou se propageant déjà à d'autres pays. Pour qu'une catastrophe économique soit jugée grave, il faut au moins : i) une perte cumulée du PIB réel de 10 % ou (ii) une perte de recettes et une hausse des dépenses qui, cumulées, équivalent à au moins 10 % du PIB* ». Le FMI précise ensuite que les pays qui remplissent ces conditions « *bénéficieront de dons leur permettant de régler immédiatement les échéances à venir de leur dette admissible envers le FMI* ». <https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/Sheets/2016/08/01/16/49/Catastrophe-Containment-and-Relief-Trust>

## Rompre avec l'austérité

Si l'émergence des virus paraît inévitable, ses conséquences fatales ne le sont pas à condition d'y mettre les moyens humains et financiers. Nul doute que les dons privés faits aux hôpitaux ne suffisent pas et que les pouvoirs publics doivent impérativement les refinancer.

**Face à la marchandisation des soins de santé, le renforcement du service public de la santé et des systèmes de protection sociale doit constituer la priorité des gouvernements du Sud comme du Nord. Cela qui nécessite d'augmenter durablement les dépenses publiques, tout en stoppant l'hémorragie de la fuite des capitaux liées au paiement des dettes illégitimes ainsi qu'à la fraude et l'évasion fiscales.** Autant de mesures fondatrices d'une nouvelle coopération internationale plaçant les vies humaines au-dessus des intérêts financiers.

Pour cela, il est temps de se libérer du carcan dogmatique promu par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne. Puisse le Coronavirus être l'élément déclencheur de la rupture avec les politiques d'austérité.